

Au service du
GOUVERNEMENT,
au service des
CANADIENS.

Modernisation des approvisionnements : Quel est le rôle de Services publics et Approvisionnement Canada?

***Institut canadien d'approvisionnement et de gestion du matériel
Journée consacrée au perfectionnement professionnel des régions***

Le 22 février 2017



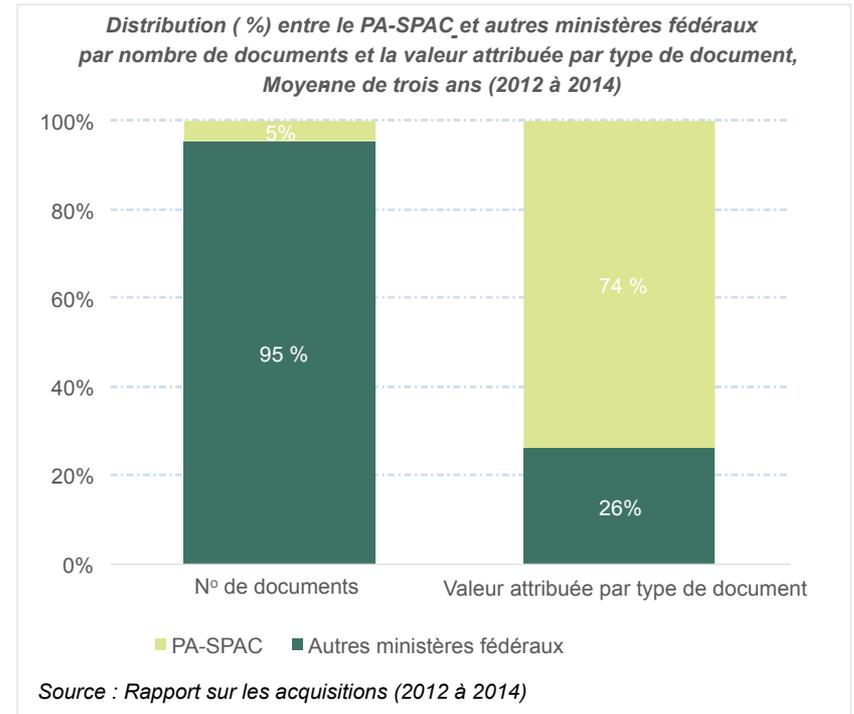
Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada

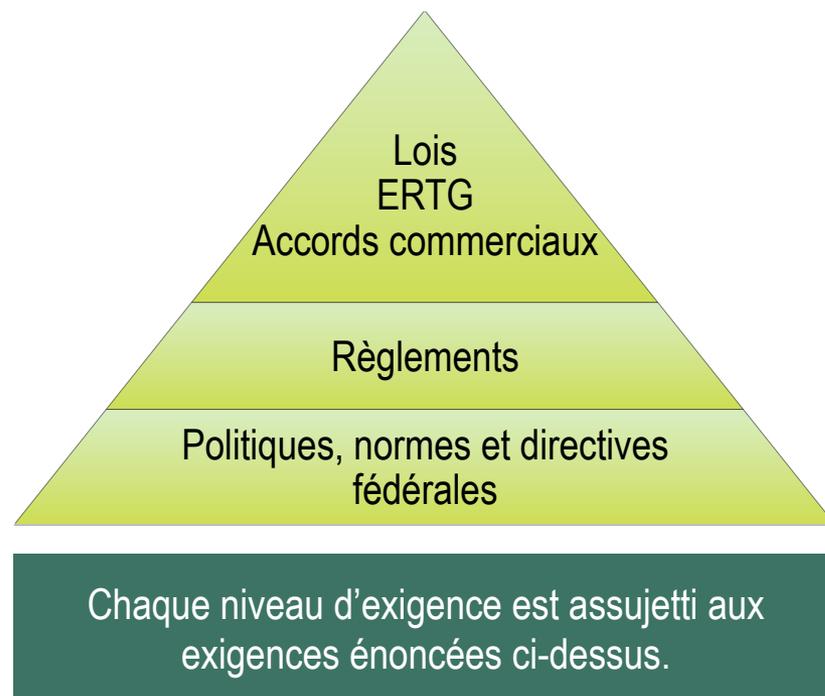
Aperçu du processus d'approvisionnement du gouvernement du Canada

- Les gouvernements dépensent des sommes considérables pour acquérir des biens et des services en vue de répondre aux besoins de leurs citoyens, et le gouvernement du Canada (GC) ne fait pas exception à cette règle.
 - Au cours des trois dernières années, 18 milliards de dollars ont été dépensés en moyenne en biens et services chaque année dans le cadre du Programme des approvisionnements de Services publics et Approvisionnement Canada (PA-SPAC), pour le compte des ministères clients.
- SPAC offre des services communs d'approvisionnement au gouvernement du Canada.
 - Il fait l'acquisition de biens et services au nom des ministères et organismes fédéraux clients.
 - Il fournit des outils d'approvisionnement (comme des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement).



Contexte de l'approvisionnement au gouvernement du Canada

- L'approvisionnement est une fonction essentiellement complexe.
 - des lois, des règlements, des politiques et des directives y sont associés
- Un certain nombre d'intervenants y participent. Par exemple :
 - Secrétariat du Conseil du Trésor : établit le contexte réglementaire et stratégique des approvisionnements.
 - SPAC : fournit des services et des outils communs aux ministères et organismes fédéraux.
 - Ministères et organismes fédéraux (plus de 100).
 - Autres ordres de gouvernement (p. ex., provincial, territorial, municipal).

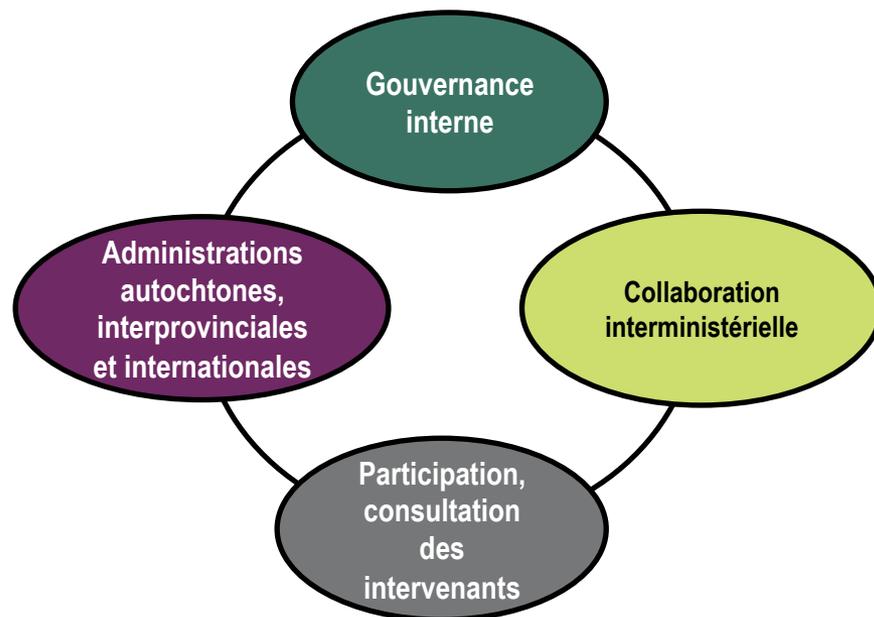


Une invitation à passer à l'action

- Orientation en matière d'approvisionnement fixée pour la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada :
 - « *Moderniser les pratiques en matière d'approvisionnement de façon à ce qu'elles soient plus simples et moins lourdes sur le plan administratif, mettre en œuvre un contrôle moderne et adopter des pratiques qui appuient les objectifs de notre politique économique, y compris l'approvisionnement écologique et social.* »
- Directives données dans la lettre de mandat du président du Conseil du Trésor :
 - « *Jouer un rôle de leader pour examiner les politiques en vue d'améliorer l'utilisation d'éléments probants et de données dans le cadre d'innovation et d'évaluation en matière de programmes, d'utilisation de données plus ouvertes et de l'adoption d'une approche plus moderne en matière de contrôle.* »
- Aller de l'avant avec un programme de modernisation des approvisionnements signifie :
 - Travailler en étroite collaboration avec les autres ministères gouvernementaux.
 - Élaborer des approches méthodologiques au moyen de paramètres et d'échéanciers, afin de s'assurer que les engagements du mandat pris envers la population canadienne sont respectés.
 - Mettre davantage l'accent sur l'élaboration de politiques fondées sur les faits.

Participation des intervenants

- Une équipe de cadres supérieurs a été mise sur pied en vue de :
 - coordonner la consultation de la collectivité des approvisionnements et d'autres intervenants.
 - veiller à l'établissement de solides plans de mise en œuvre comportant des mesures de rendement et des échéanciers clairs.
- On mettra aussi l'accent sur la collaboration avec d'autres administrations, au pays et à l'étranger, et l'apprentissage à leur côté.
 - Créer des relations et des partenariats plus solides avec les provinces et les territoires.
 - Discuter des défis, des possibilités et des meilleures pratiques des marchés publics avec d'autres gouvernements nationaux (p. ex., Forum trilatéral sur l'approvisionnement [États-Unis, Royaume-Uni et Canada]).
- Consultation continue des fournisseurs.



Où nous en sommes et où nous souhaitons être

De

À

Incidence

Processus, politiques et outils plus simples et moins lourds sur le plan administratif	Manque d'uniformité et de normalisation des processus et des pratiques d'approvisionnement à l'échelle du gouvernement du Canada	Processus et pratiques d'approvisionnement mieux uniformisés à l'échelle du gouvernement du Canada.	<p>Système d'approvisionnement plus efficient</p> <p>Service de grande qualité</p> <p>Amélioration de l'accès et de l'aspect concurrentiel du processus d'approvisionnement</p> <p>Dépenses mieux gérées</p> <p>Croissance de l'économie canadienne</p> <p>Plus grande souplesse pour réagir plus efficacement aux changements</p>
	Processus d'approvisionnement longs et coûteux	Outils libre-service pour tous les intervenants	
Avantages socio-économiques	Concurrence entre les programmes et les mesures visant à tirer parti de l'approvisionnement pour réaliser des avantages socio-économiques	Capacité de prise de décisions stratégiques en fonction d'une approche globale des coûts et avantages estimés de la mise à profit	
Politiques et fonction de contrôleur moderne	Instruments désuets de la politique d'approvisionnement	Modernisation des règles d'approvisionnement	
	Étapes du processus normatives et détaillées	Moins d'étapes pour le processus et modernisation de celles-ci	
	Capacité et éventail adaptés de compétences limités au sein de la collectivité de l'approvisionnement	Collectivité autonome qui a la capacité de fournir des services d'approvisionnement complexes	
	Régime limité de gestion pangouvernementale du rendement des fournisseurs	Système d'approvisionnement fondé sur le rendement	



Le programme de modernisation de SPAC comprend plusieurs initiatives

Processus, politiques, outils plus simples

***Initiative de simplification des
contrats***

***Solution d'achats
électroniques (SAE)***

***Proposition des outils
d'approvisionnement du GC
aux provinces et aux
territoires***

Avantages socio- économiques

Initiative de soutien

***Programme d'innovation
Construire au Canada (PICC)***

***Approvisionnement auprès des
entreprises autochtones***

***Approvisionnement écologique
et social***

Politiques et fonction de contrôleur moderne

***Modernisation de la gestion
des risques***

***Régime de gestion du
rendement des fournisseurs***

Simplifier et rationaliser la façon dont nous faisons affaire

- Un examen et une analyse de documents contractuels sont actuellement en cours; ce qui permettra :
 - De passer en revue/revoir les plus de 1 300 (en anglais et en français) que compte le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (GCUA), de manière à les simplifier et à en faciliter la compréhension.
 - Examiner, au moyen d'un logiciel automatisé, le niveau d'uniformité, le contenu et la structure des contrats, des modalités contractuelles et des mécanismes d'approvisionnement connexes du gouvernement afin d'évaluer l'état actuel des contrats du gouvernement.
 - Évaluer les contrats, les modalités contractuelles et les pratiques connexes utilisés actuellement par le gouvernement par rapport à ceux utilisés par des organismes ou des administrations comparables dans le but de cibler les meilleures pratiques et les possibilités d'amélioration.

Simplifier et rationaliser la façon dont nous faisons affaire (suite)

- SPAC a aussi réussi très tôt à simplifier et à rationaliser le processus d'approvisionnement :
 - ✓ Introduction d'un outil de création d'énoncés des travaux (EDT) en vue d'aider les spécialistes des approvisionnements à rédiger un EDT pour des services professionnels au moyen d'un contenu uniformisé et de catégories prédéfinies.
 - ✓ Plus grande transparence et responsabilisation du site Web Achats et ventes de SPAC en offrant aux fournisseurs, aux autres ministères et aux partenaires provinciaux/territoriaux un aperçu des offres à commandes (OC) et des arrangements en matière d'approvisionnement (AMA).
 - ✓ Présentation d'une nouvelle politique selon laquelle les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir les attestations, les déclarations et les preuves obligatoires à la date de clôture des demandes de soumissions, mais plus tard au cours du processus.
 - ✓ Utilisation d'un processus graduel qui permet aux soumissionnaires une deuxième chance de se conformer aux exigences obligatoires après la clôture des soumissions.

Mettre en œuvre une solution d'achats électroniques

- SPAC prévoit acquérir et mettre en œuvre, pour le gouvernement du Canada (GC), une solution d'achats électroniques (SAE) commerciale Web qui simplifiera et améliorera le processus d'approvisionnement pour les ministères et pour les fournisseurs qui font affaire avec le gouvernement fédéral.
- Voici les objectifs de l'initiative :
 - **Population canadienne** : Plus de transparence, renforcement de l'intégrité, intendance, meilleure utilisation des ressources et conduite plus efficace des activités du gouvernement.
 - **Fournisseurs** : Application de processus électroniques simplifiés, réduction des coûts et du fardeau administratif, amélioration de l'accès, plus de possibilités, ouverture à l'innovation et utilisation de la technologie selon les pratiques exemplaires de l'industrie practice.
 - **Clients** : Simplification de la prestation des services et réduction du fardeau administratif résultant en des achats plus faciles et des rapides, des renseignements de meilleure qualité et une meilleure utilisation des ressources.
 - **Professionnels des approvisionnements** : Réduction du fardeau administratif, amélioration de la productivité, efficience et efficacité, réduction du risque et données de meilleure qualité.

Proposition des outils d'approvisionnement du GC à nos homologues des provinces et des territoires

- SPAC travaille avec les provinces et les territoires (PT) pour tirer parti d'un pouvoir d'achat commun et offrir un meilleur rapport qualité-prix à la population canadienne.
- On s'efforce actuellement d'accroître l'utilisation des méthodes et des d'approvisionnement de SPAC (c.-à-d. offres à commandes [OC] et arrangements en matière d'approvisionnement [AMA]).
- L'utilisation des méthodes d'approvisionnement de SPAC par les PT doit être approuvée par le Cabinet et exige la signature d'une entente-cadre avec SPAC.
 - À ce jour, l'Île-du-Prince-Édouard, le Yukon, le Nouveau-Brunswick et les Territoires du Nord-Ouest ont signé une entente-cadre d'utilisation avec le gouvernement du Canada.
 - Le 11 octobre dernier, le conseil exécutif de la Nouvelle-Écosse a autorisé cette dernière à établir une entente-cadre d'utilisation avec SPAC.

Améliorer l'approvisionnement en services en matière de défense...

- L'initiative de soutien favorise une approche contractuelle personnalisée pour l'entretien de l'équipement militaire en optimisant quatre principes : rendement, optimisation des ressources, souplesse et avantages économiques pour le Canada.
- SPAC renforcera le cadre d'établissement des prix du Canada en vue de favoriser des résultats de la part de l'industrie et des comportements souhaitables.
 - En mettant en œuvre une approche personnalisée, le Canada créera des partenariats plus solides avec les intervenants et améliorera la gestion des contrats complexes à risque élevé.
- Voici certaines des réussites à ce jour :
 - Mise en œuvre d'un outil et d'un processus d'analyse de cas de soutien en service par trois ministères participant aux approvisionnements en matière de défense, à partir des leçons apprises dans le cadre de projets pilotes.
 - L'initiative est approuvée par SPAC, le ministère de la Défense nationale et Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
 - Intégration d'une nouvelle approche du mandat de gouvernance de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SMAD) au processus décisionnel.

... et l'innovation...

- Puisque les petites et moyennes entreprises constituent sont au cœur de l'économie canadienne, il faut veiller à ce qu'elles puissent commercialiser avec succès leurs innovations sur le marché.
- Le Programme d'innovation *Construire au Canada* (PICC), géré par SPAC, a été mis en place pour aider les entreprises canadiennes à intégrer au marché leurs innovations qui en sont à la fin de l'étape de la recherche-développement par l'achat et la mise à l'essai de leurs produits et services novateurs précommerciaux au sein du gouvernement fédéral.
- Le PICC vise à préparer des options et des recommandations pour l'élaboration d'un nouveau programme d'innovation fondé sur l'approvisionnement et défini en fonction des besoins et des enjeux.

... améliorer les possibilités économiques pour les Autochtones et mettre l'accent sur les questions écologiques et sociales dans le cadre des marchés fédéraux

- Les possibilités économiques pour les Autochtones visent à :
 - Accroître la conformité aux obligations contractuelles du Canada dans le cadre des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG), y compris l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.
 - Tenir davantage d'activités de sensibilisation et de consultation auprès des peuples autochtones pour s'assurer qu'ils sont au courant des occasions de marchés et comprennent les processus d'approvisionnement s'y rapportant.
 - Organiser les approvisionnements de manière à réduire les obstacles auxquels font habituellement face les petites et moyennes entreprises.
 - Accroître le nombre de demandes de soumissions réservées aux entreprises autochtones aux fins de soumission, en fonction des capacités.
 - Inviter les soumissionnaires à proposer des avantages pour les peuples autochtones (sous-traitance, emploi et formation), conformément aux saines pratiques de gestion des approvisionnements.
- Aider le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) à élaborer un cadre de travail permettant de tirer parti des avantages socio-économiques des approvisionnements.
- Préparer des conseils et des outils afin d'aider les ministères et organismes à atteindre ces objectifs.

Moderniser l'approche de gestion des risques

- Les initiatives de modernisation de la gestion des risques (rééquilibrage des risques et catégories de biens et services/limitation de la responsabilité) visent à :
 - Renforcer le régime de gestion des risques du processus d'approvisionnement fédéral afin d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour la population canadienne en améliorant l'approche du gouvernement du Canada à l'égard des risques liés à la passation de contrats.
 - Accroître l'accès, la concurrence et l'équité du processus d'approvisionnement du secteur public fédéral pour les fournisseurs.
 - Améliorer la politique actuelle dans l'ensemble du gouvernement du Canada sur la limitation de responsabilité pour les groupes de biens et services.
 - Examiner les catégories actuelles de biens et services de SPAC et en accroître l'utilisation par d'autres ministères et organismes fédéraux.
- Les initiatives de modernisation de la gestion des risques permettront d'atteindre un équilibre optimal des risques liés à l'approvisionnement pour le gouvernement et les fournisseurs afin de maximiser les possibilités d'optimisation des ressources, l'innovation et la concurrence dans le cadre des processus d'approvisionnement du gouvernement.

Élaborer un régime de gestion du rendement des fournisseurs à l'échelle du gouvernement

- Régime de gestion des relations avec les fournisseurs et de leur rendement (GRFR) : une approche pangouvernementale conçue afin de s'assurer que les fournisseurs sont évalués en fonction de leur rendement, ce qui permettra d'orienter les futures attributions de contrats.
- Le régime est en train d'être élaboré avec la collaboration et la participation d'intervenants.
- Le Régime vise à :
 - Souligner et favoriser un bon rendement de la part des fournisseurs et avoir une influence positive sur le comportement des fournisseurs ayant un piètre rendement en vue de les tenir responsables de celui-ci.
 - Offrir aux fournisseurs plus de certitude et de prévisibilité concernant les processus d'approvisionnement fédéraux, en misant sur des attentes claires, uniformes et simples en ce qui a trait au rendement du gouvernement du Canada.

Merci

Carolynne Blain

Directrice générale,

Secteur de la politique stratégique de l'approvisionnement

Services publics et Approvisionnement Canada

Carolynne.Blain@tpsgc.pwgsc.gc.ca

